

ANNUAL MEETINGS
2026 | THAILAND
INTERNATIONAL MONETARY FUND
WORLD BANK GROUP

October 16, 2026

Address by **KRISTALINA GEORGIEVA**,
Chair of the Executive Board and
Managing Director of the International Monetary Fund,
to the Board of Governors of the Fund
at the Joint Annual Discussions

Reconstituer les marges de manœuvre : le temps presse

Kristalina Georgieva
Directrice générale
Fonds monétaire international

16 octobre 2026

Bonjour à toutes et tous ! Je voudrais commencer par une série de remerciements :

- Je remercie les **pays membres du FMI**, présents ici et représentés à Washington par notre excellent conseil d'administration. Notre mission est d'être à votre service.

- Je remercie la **Thaïlande** pour son accueil chaleureux. Monsieur le Premier ministre Anutin, la présence de cette magnifique réplique de la barge royale est particulièrement symbolique : elle nous rappelle que nous sommes tous dans le même bateau.

- Je remercie également nos collègues de la **Banque mondiale**, dont le partenariat nous est précieux. Ajay, nos institutions s'acquittent de leur mission à leur manière, mais nous voguons dans la même direction.

- Je tiens aussi à remercier le **gouverneur Carvallo**, qui préside cette année notre conseil des gouverneurs. Votre pays, le Paraguay, présente tous les signes de la maturité, au point de me donner envie d'abandonner l'étiquette de « pays émergent ».

Je tiens également à saluer mes collègues, la direction et **le personnel du FMI**, originaires de 161 pays membres (graphique 1) et, pourtant, tous unis par le même engagement au service du bien commun mondial. Levez-vous, s'il vous plaît. Je suis tellement fière de vous, de votre dévouement et de votre travail acharné.



Ma mission, aujourd'hui, consiste à vous présenter un bref tour d'horizon d'une économie mondiale **de plus en plus façonnée par l'intelligence artificielle (IA)**, ainsi qu'un compte rendu succinct de la contribution du FMI.

Permettez-moi de commencer par une conviction qui m'habite : quels que soient

les méandres de l'histoire, **le monde est sur la voie du progrès**. Les bons résultats ne tombent toutefois pas du ciel : il faut travailler dur pour les obtenir. Ce faisant, nous devons tirer le meilleur parti des possibilités que nous créons et gérer les risques, dans l'intérêt de tous, quels qu'ils soient, où qu'ils soient.

Aujourd'hui, notre bateau est secoué par les vagues qu'engendrent **la technologie et la géopolitique**. Et le poids écrasant de la dette publique entrave notre capacité à changer de cap et à manœuvrer. Jusqu'à présent, le navire s'est montré résilient, mais pour qu'il continue ainsi, nous devons redoubler d'efforts.

La technologie nous accompagne depuis la nuit des temps. Alors, qu'est-ce qui change aujourd'hui ? La nouveauté, c'est **la vitesse incroyable** à laquelle les choses évoluent. À l'intelligence artificielle, aussi extraordinaire qu'inquiétante, s'ajoutent la robotique avancée, l'informatique quantique, l'hypercloud, les technologies

financières et les progrès fulgurants de la médecine.

Sur le plan géopolitique, en raison d'un **climat de méfiance,** des considérations de sécurité viennent s'adjoindre au souci traditionnel d'efficience économique. Dans certaines régions, le mécontentement à l'égard du système commercial mondial entraîne des perturbations et, de l'Ukraine aux pays du Golfe, c'est un arc de conflits qui se dessine.

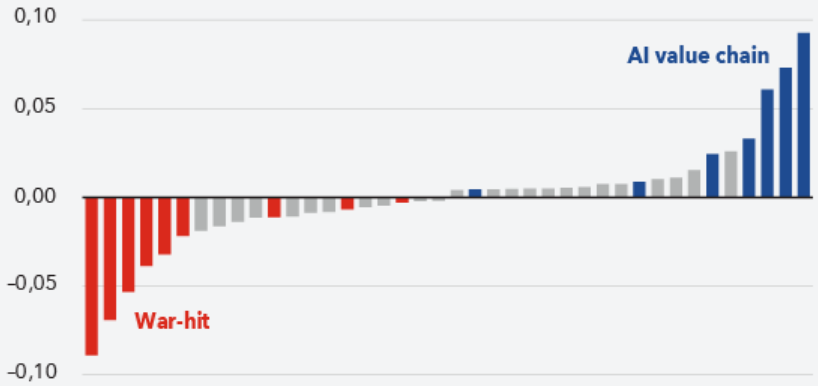
Face à des bouleversements d'une telle ampleur, **la stabilité** dont fait preuve l'économie mondiale est remarquable. En octobre 2025, nous prévoyions une croissance de 3,1 % pour 2026. Un an plus tard, nos prévisions restent inchangées. Quant au commerce, il a su contourner tous les obstacles.

Cette croissance stable est le résultat net de **deux grandes forces opposées** : le choc énergétique, qui pèse sur la croissance, et l'essor de l'IA, qui la stimule.

Mais à y regarder de plus près, on observe d'**importantes disparités** (graphique 2). Les prévisions de croissance ont été revues à la baisse dans les pays touchés par la guerre, tandis qu'elles ont été relevées dans ceux qui font partie de la chaîne de valeur de l'IA, comme les États-Unis, la Chine, l'Inde et d'autres pays, surtout en Asie.

Révisions de la croissance pondérée en PPA, 2026

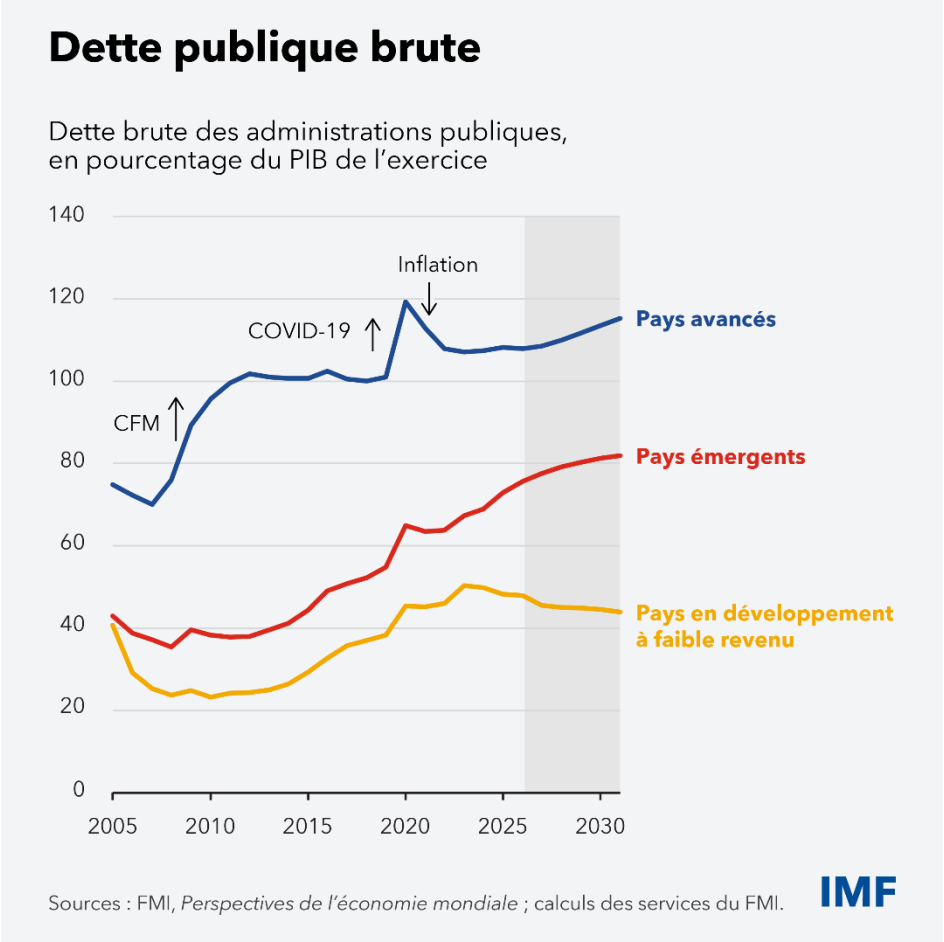
20 principales révisions à la hausse ou à la baisse, PEM d'oct. 2026 par rapport aux PEM d'oct. 2025, pondérées par les parts dans le PIB mondial, en points de pourcentage



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; Trade Data Monitor ; calculs des services du FMI. Note : Les économies touchées par les conflits sont celles directement affectées par les guerres au Moyen-Orient et entre la Russie et l'Ukraine ; parmi les 13 économies touchées par les conflits, 9 figurent parmi celles dont les révisions de croissance sont présentées. Les pays intégrés dans la chaîne de valeur de l'intelligence artificielle sont les 10 pays affichant les plus grands soldes commerciaux de matériel d'IA en valeur absolue en 2025. Certains pays sont exclus afin de limiter les risques de double comptabilisation. Le solde commercial du matériel d'IA est mesuré comme la valeur du solde commercial en 2025 d'un panier de matériel d'IA composé des codes 847150, 847170, 847180, 847330, 848610, 848620, 848640, 848690, 854231 et 854232 du système harmonisé ; parmi ces 10 pays intégrés dans la chaîne de valeur de l'IA, 7 figurent parmi ceux dont les révisions de croissance sont présentées.

IMF

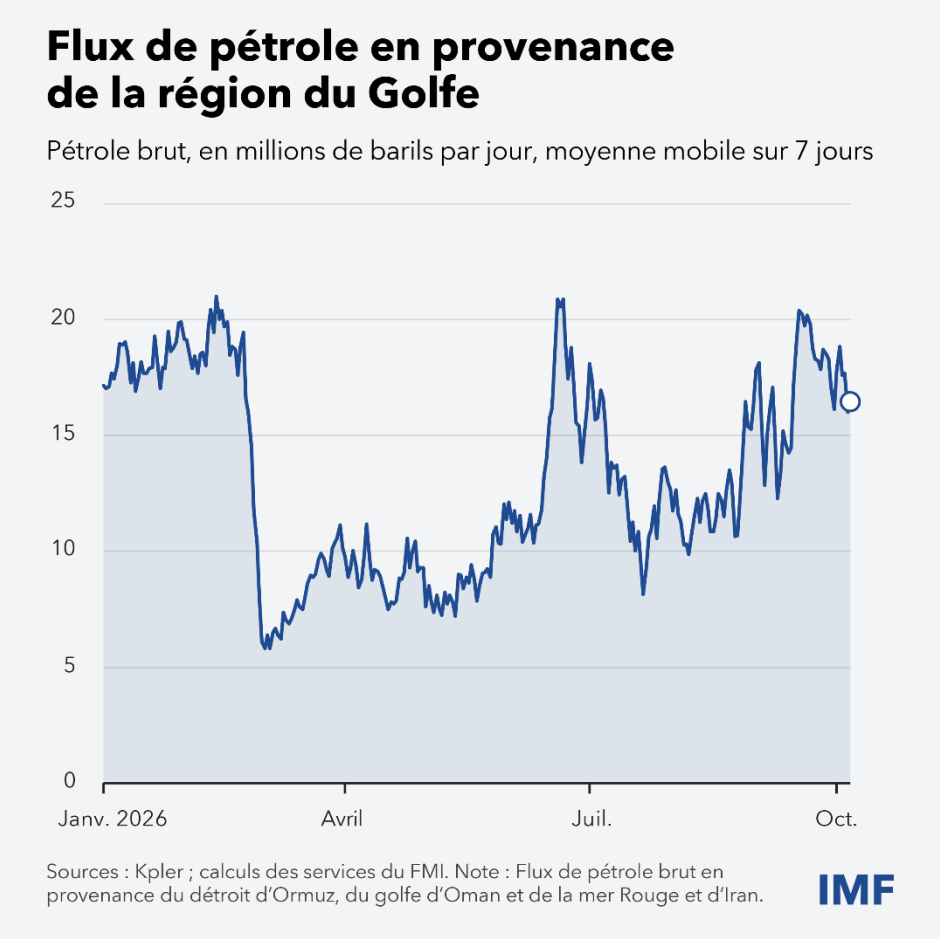
Trop de pays ont une **dette publique excessive** (graphique 3). Les pays riches sont les plus mauvais élèves, mais les niveaux d'endettement augmentent aussi dans les pays émergents. Les pays à faible revenu ont tendance à avoir des ratios dette publique/PIB plus faibles, ce qui n'empêche pas leur charge d'intérêts d'être élevée et de continuer de croître. À cela s'ajoute le recul de l'aide officielle. Une situation qui a pour effet d'évincer les dépenses de développement.



Les **conséquences macroéconomiques** de ces courants croisés sont claires :

- Premièrement, le choc sur l'offre d'énergie pousse **l'inflation à la hausse et la croissance à la baisse**. Le transport maritime (graphique 4) reste menacé. Les pénuries touchant les capacités de raffinage et l'approvisionnement en gaz

naturel se font cruellement sentir. Les pays de l'hémisphère Nord doivent reconstituer leurs réserves de combustibles à l'approche de l'hiver.



- Deuxièmement, un endettement et un déficit élevés réduisent **la capacité des pays à amortir les chocs** et peuvent également avoir un effet inflationniste. Et même si la croissance est un facteur

favorable, aucune accélération plausible de la croissance ne suffirait à inverser la trajectoire ascendante de la dette suffisamment vite sans un effort budgétaire.

- Troisièmement, s'il est vrai que l'essor rapide de l'intelligence artificielle **dynamise la croissance**, il alimente aussi l'inflation à court terme. L'IA engendre d'immenses besoins en infrastructures, qui sont de plus en plus financés par la dette. Certes, des gains de productivité se matérialisent déjà et d'autres sont attendus, mais leur ampleur et leur rythme restent encore à déterminer.

Par ailleurs, le **« super *El Niño* »** de cette année accentue lui aussi les tensions inflationnistes en faisant monter les prix alimentaires, au détriment surtout des populations pauvres, et en provoquant d'autres perturbations.

Tout cela a notamment pour conséquence que **les marchés obligataires nous**

envoient des signaux. Après avoir fortement augmenté cette année, les rendements à 10 ans des obligations souveraines américaines, allemandes et japonaises ont récemment atteint leurs plus hauts niveaux depuis 2002, 2009 et 1996, respectivement.

La **hausse de ces taux de référence** fait grimper les rendements tant dans les pays émergents que dans les pays avancés, y compris dans la zone euro (graphique 5). Comme on peut s'y attendre, le mouvement est plus marqué dans les pays les plus endettés. Fait important, les marchés continuent de fonctionner de manière ordonnée.



Alors que plusieurs facteurs alimentent les tensions inflationnistes et que le souvenir de la récente poussée d'inflation est encore bien présent, les banques centrales devraient **accorder toute leur attention à la stabilité des prix**. Au FMI, nous soutenons les récentes mesures de resserrement et les messages fermes de la

Réserve fédérale américaine, de la BCE et de la Banque du Japon.

Il est préférable de relever les taux aujourd'hui plutôt que de **prendre du retard** et de devoir procéder demain à des hausses encore plus importantes. Cela étant, le resserrement de la politique monétaire accroît les coûts de financement des États, et ce d'autant plus rapidement lorsque la dette à court terme est élevée.

Une conclusion s'impose : pour préserver la stabilité, la plupart des pays fortement endettés doivent procéder à un **assainissement budgétaire**. Les pouvoirs publics doivent élaborer des plans budgétaires à moyen terme crédibles, assortis, dans certains cas, de mesures immédiates.

Notre appel à la discipline budgétaire vaut tout particulièrement pour les **économies avancées d'importance systémique** qui affichent une dette et un déficit élevés, non seulement dans leur propre intérêt, mais

aussi dans celui des autres pays, compte tenu des retombées qu'elles peuvent avoir sur le reste du monde.

L'assainissement n'est jamais chose aisée, où que ce soit. Les responsables politiques doivent expliquer pourquoi il est nécessaire. Ils doivent élaborer des plans qui en limitent autant que possible les effets sur la croissance future tout en protégeant les plus vulnérables. Et ils doivent compléter les réformes budgétaires par des **politiques structurelles** qui relèvent la croissance potentielle.

Compte tenu de la rapidité des avancées de l'intelligence artificielle, il est primordial que ces politiques structurelles comportent des mesures destinées à assurer **une bonne préparation à l'IA**. Ces mesures varieront selon les pays en fonction de leur statut de producteur, fournisseur ou utilisateur de cette technologie.

Une IA simple, accessible à partir d'un téléphone portable, pourrait fortement

contribuer à démocratiser son utilisation. Comme l'a dit l'écrivain de science-fiction William Gibson : « L'avenir est déjà là, mais il n'est pas très bien réparti. » Notre tâche doit être de faire en sorte que **cet avenir soit accessible à tous**.

De la même manière, tous les pays doivent se prémunir contre les risques considérables liés à l'IA, qu'il s'agisse du chômage des jeunes, de l'érosion de l'assiette de l'impôt ou encore de l'instabilité financière. La plus grande source d'inquiétude est peut-être le **cyberrisque**, qui fait craindre des turbulences financières, des perturbations des infrastructures, voire pire encore.

Nous constatons que le nombre de cyberattaques augmente de façon exponentielle, tandis que le délai entre la découverte d'une vulnérabilité et son exploitation (graphique 6) se réduit à toute vitesse : de plusieurs mois, il est passé à quelques heures et pourrait bientôt se compter en minutes. **Nous sommes engagés dans une course** pour faire en

sorte que les « gentils » gardent une longueur d'avance sur les « méchants ».



Un système mondial d'IA sans frontières n'est pas plus solide que son maillon le plus faible. Veiller à ce que les autorités de surveillance, partout dans le monde, soient en mesure de renforcer la cyberrésilience devient donc un **enjeu d'intérêt collectif**.

Dans ces domaines comme dans d'autres, il est urgent de renforcer **la coopération internationale de façon concrète**. Ce qui m'amène au rôle du FMI.

Grâce à nos activités de développement des capacités et à notre Programme d'évaluation du secteur financier (PESF), nous aidons les pays à **renforcer leurs systèmes financiers**, notamment pour se protéger contre le risque mondial que représentent les cyberattaques.

Chaque année, nous menons environ 300 programmes d'assistance technique et de formation dans le domaine de la surveillance financière et réalisons une quinzaine de PESF. Et cette année, nous avons en outre achevé la **dernière revue quinquennale en date du PESF**, qui vise à maintenir le FMI à la pointe dans ce domaine.

Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'annoncer que, pour cette même raison, nous avons aussi mené à bien des **examens approfondis** de

nos activités de surveillance, de la conditionnalité de nos prêts et de notre méthodologie d'évaluation de la viabilité de la dette des pays à faible revenu.

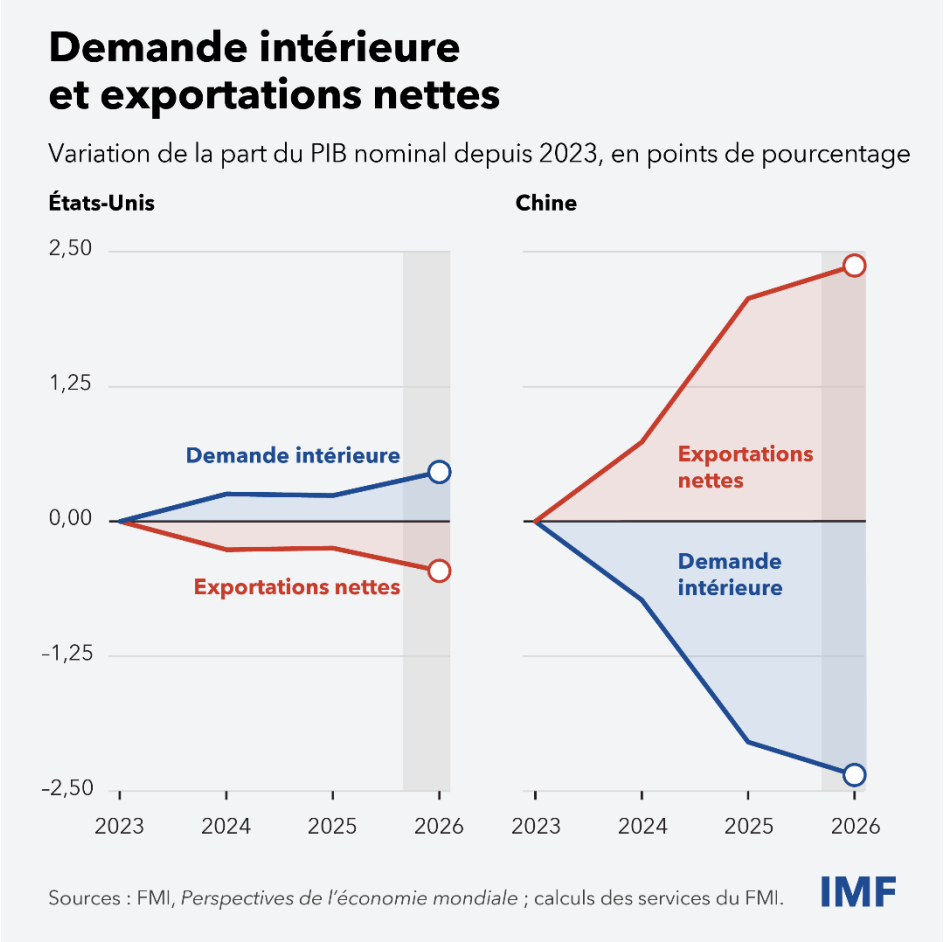
Le FMI — votre FMI — **est constamment à l'œuvre**.

Fondamentalement, nos travaux macroéconomiques visent à corriger **les déséquilibres intérieurs et mondiaux** : les déséquilibres budgétaires, comme je l'ai indiqué, mais aussi les déséquilibres entre l'épargne privée, l'investissement et les échanges commerciaux, au sein des pays et entre eux. Dans ce domaine, nous approfondissons nos méthodes d'évaluation et nos conseils.

Nous exhortons nos plus grands membres à prendre ce défi très au sérieux : les États-Unis doivent épargner davantage, la Chine consommer davantage et l'Europe investir davantage. Chacun a **sa part d'efforts à accomplir** : assainissement budgétaire aux États-Unis, moindre intervention de l'État

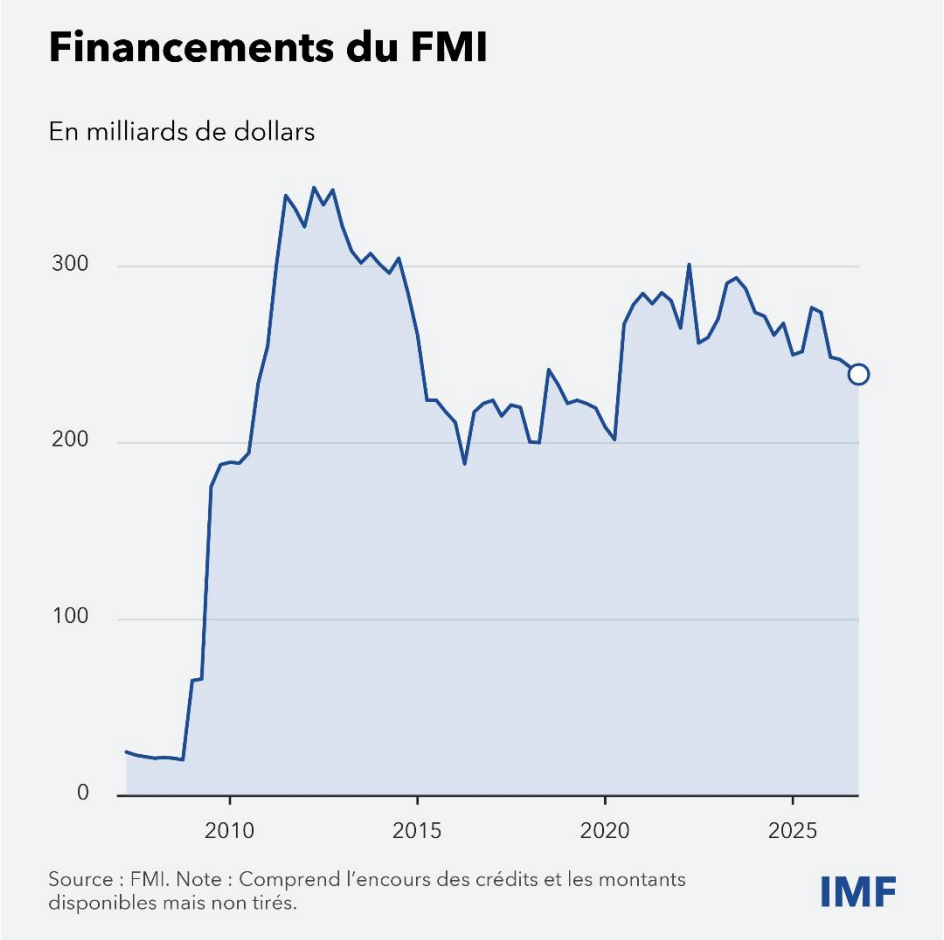
dans les décisions économiques et renforcement des dispositifs de protection sociale en Chine, et intégration plus poussée dans l'Union européenne.

À court terme, les tendances vont dans **la mauvaise direction** (graphique 7) : les États-Unis restent trop tributaires de la demande intérieure et la Chine, des exportations nettes. Mais il s'agit d'un chantier à moyen terme, dont l'objectif est d'éviter l'accumulation de vulnérabilités à l'échelle mondiale.



Certains pays trébucheront en cours de route, et **nous serons là pour les rattraper**. À l'heure actuelle, notre encours de crédit, auquel s'ajoutent les engagements non tirés (graphique 8), s'élève à 240 milliards de dollars, et notre capacité de prêt inutilisée représente environ trois fois ce montant. Nos prêts concessionnels, qui s'élèvent à 36 milliards

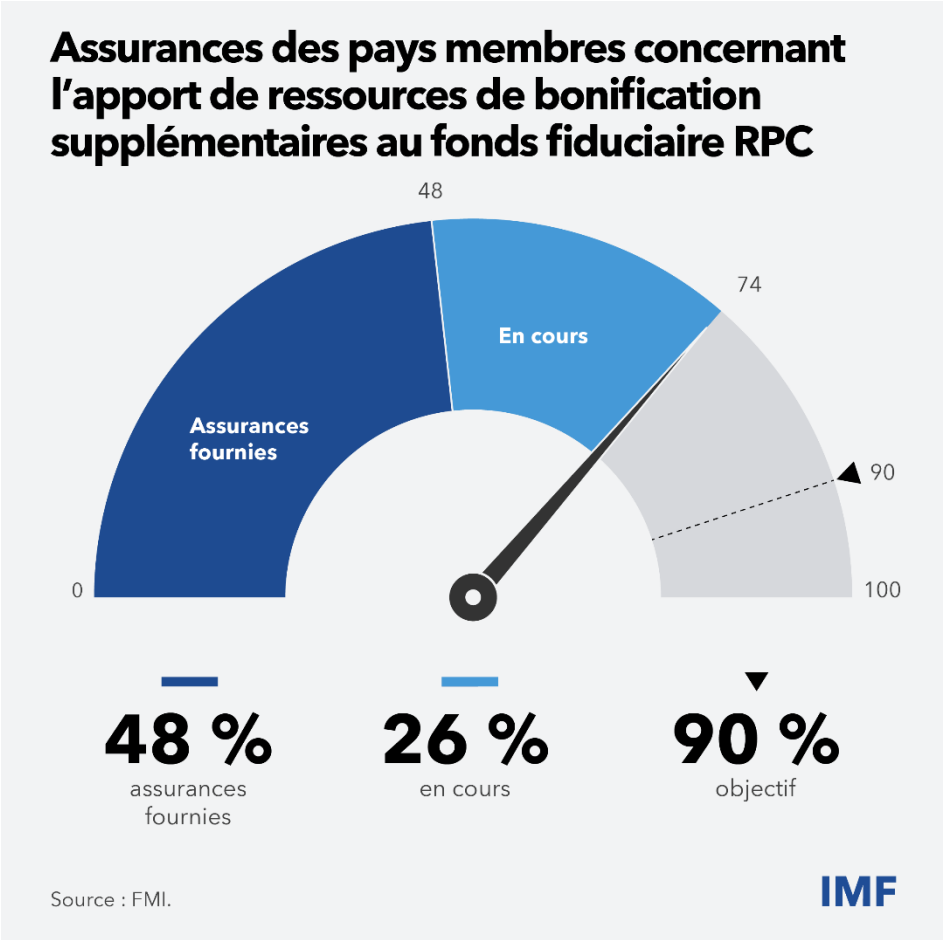
de dollars, représentent environ quatre fois leur moyenne historique.



À ce propos, permettez-moi de m'adresser à vous, nos pays membres, pour vous soumettre **une demande importante**.

Nous sommes convenus que, pour placer notre **fonds fiduciaire pour la réduction**

de la pauvreté et pour la croissance — notre principal instrument de prêts concessionnels — sur une trajectoire d'autosuffisance, il fallait recueillir **un large soutien** en faveur de la distribution des ressources à partir d'un compte provisoire (graphique 9).



À ce jour, 39 pays ont donné des assurances dans ce sens, ce qui représente au total presque 48 %. Je salue les efforts déployés par les pays de l'Union européenne pour parvenir à donner eux aussi leurs assurances. Leur contribution cumulée, qui permettrait de porter ce pourcentage à 74 %, sera déterminante pour que ce dispositif soit une réussite et que l'objectif convenu de 90 % soit atteint. Je demande également à tous les autres pays membres de nous apporter leur soutien afin que nous puissions **franchir la ligne d'arrivée**.

En attendant, je remercie chaleureusement ceux d'entre vous qui se sont déjà engagés à soutenir ce fonds fiduciaire, ainsi que tous les **bailleurs de fonds qui appuient nos activités de développement des capacités**. Au cours de ces Assemblées annuelles, nous avons obtenu plus de 100 millions de dollars de nouveaux engagements en faveur du développement des capacités, un résultat remarquable qui représente environ un

quart de nos dépenses annuelles dans ce domaine.

J'en viens maintenant à ma conclusion. Ici, dans ce magnifique pays, je ne vois pas de meilleure façon de terminer qu'en citant **Sa Majesté le regretté roi Bhumibol**, dont les paroles nous rappellent que « les bienfaits et les résultats positifs ne se produisent pas d'eux-mêmes », mais qu'ils doivent être « cultivés progressivement, accumulés et renforcés au fil du temps ».

C'est là **l'essence même de notre travail** : œuvrer sans relâche à l'amélioration des conditions de vie des populations. Cela prend du temps. Cela demande de la persévérance. Et c'est en agissant de concert que nous y parvenons le mieux. Le FMI, avec ses 191 pays membres, poursuivra inlassablement ses efforts pour réaliser cet objectif.

Merci à la Thaïlande, merci à toutes et à tous. Et maintenant, cher Ajay, la parole est à vous !